

# 12<sup>eme</sup> programme de stage de formation professionnelle : Le PM, Dr Choguel a lancé le programmé

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 21 SEPTEMBRE 2021

# 938

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Attribution de logements sociaux

## Une tempête dans un verre d'eau

**D**es membres d'associations disant œuvrer pour le droit au logement au Mali ou encore pour la défense des demandeurs de logements sociaux ont récemment investi les logements sociaux pour s'opposer à l'attribution de logements sociaux prévue dans le cadre de la célébration du 22 septembre 2021. ...



**Anciens dignitaires - M5-RFP : C'est la guerre !**



**PAG : La Fondation Forum de Bamako et la Plateforme VIP Africa s'engagent**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**20** Sept.  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**925**

Nouveaux cas confirmés

**06**

Nouveaux guéris

**04**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**24** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**04** cas graves en soins intensifs  
**107** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**15 074**

**Guéris**

**14 222**

**Décès**

**545**

dont 243 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.19



P.26



## / Une /



Attribution de logements sociaux : Une tempête dans un verre d'eau

P.5

## / Brèves /



Vaccins anti-COVID : Pénurie à Bamako

P.11

Billet : Si Wagner peut nous faire gagner cette guerre, alors qu'il vienne !

P.11

Faustin-Archange Touadéra : « Je n'ai rien à cacher au sujet des russes »

P.12

Dicko sur la prolongation de la transition : « La décision de prolonger ou pas émanera du peuple souverain du Mali »

P.12

Douanes du Mali : « Maintenir le cap en termes de mobilisation des recettes douanières »

P.13

Réorganisation de l'armée française au sahel : Florence Parly au Niger et au Mali

P.13

## / Actualité /



12eme programme de stage de formation professionnelle : Le PM, Dr Choguel a lancé le programmé

P.15

Lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains : Maliens et Européens main dans la main

P.17

Lancement du dictionnaire monolingue : Un précieux s'ajoute au parc de livres du Mali

P.19

Siège des terroristes : Le cri de détresse de la population de Djenné

P.20

## / Politique /



Anciens dignitaires - M5-RFP : C'est la guerre !

P.21

Programme d'Action du Gouvernement : La Fondation Forum de Bamako et la Plateforme VIP Africa s'engagent

P.23

Transition : Bittar prône l'arbitrage des ANR

P.26

## / Culture & société /



Fédération des Artistes du Mali (FEDAMA) : 700 millions FCFA offert le gouvernement du Mali

P.27

## / International /



Rwanda : Paul Rusesabagina, héros du film «Hôtel Rwanda», reconnu coupable de «terrorisme»

P.28

Guinée : Deux semaines après le coup d'État, comment avance la transition?

P.29

## / Sport /



Ligue des champions 2021-2022 : AS Maniema et ASEC Mimosas au 2e tour

P.30

Coupe de la Confédération 2021-2022 : ASAC Concorde et ASFA Yennenga au 2e tour

P.30

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....

# Malikilé

Quotidien numérique d'information et de communication

22 septembre

Fête Nationale

61 ans  
d'indépendance

Le direction de votre quotidien numérique Malikilé  
& l'ensemble de son personnel souhaitent  
**une bonne Fête d'Indépendance au peuple malien.**



## Attribution de logements

### sociaux Une tempête dans

### un verre d'eau

**D**es membres d'associations disant œuvrer pour le droit au logement au Mali ou encore pour la défense des demandeurs de logements sociaux ont récemment investi les logements sociaux pour s'opposer à l'attribution de logements sociaux prévue dans le cadre de la célébration du 22 septembre 2021.

Louable mission qui devrait être soutenue par tous les maliens en raison de l'importance et de la sensibilité de la question du toit dans notre société ou il n'est pas rare de voir des personnes travailler toute une vie pour posséder une maison.

Ceux qui protestent contre la nouvelle attribution soulèvent essentiellement trois séries d'arguments pour en demander le report.

D'abord ils estiment que les logements sociaux de N'Tabacoro qui sont concernés ne sont pas totalement terminés. Pour eux, outre les routes qui ne sont pas faciles à fréquenter, le site manque cruellement d'équipements sociaux que sont les marchés, écoles, centres de santé ou encore les branchements pour l'électricité et l'eau. Pour eux, ce serait manquer de respect aux bénéficiaires en leur remettant les clés dans ces conditions. A supposer que certaines ou même toutes ces

commodités ne soient totalement au rendez-vous les protestataires ont-ils réellement pris l'avis des bénéficiaires ? Vivent-ils les tourments de ceux qui cherchent un toit pour s'abriter avec leurs familles ? Sont-ils au fait de ces réalités ? Ont-ils jamais vu au Mali un marché précéder l'installation des résidents. Car au Mali ce sont les résidents qui appellent les marchés et non le contraire. Et qui donc va surveiller les compteurs que des prédateurs enlèvent même dans les zones habitées à fortiori dans une nouvelle cité inhabitée. Voici les vrais problèmes qui sont peu ou pas évoqués et qui méritent un examen minutieux.

Ensuite les contestataires estiment qu'il ne fallait plus tenir compte des demandes de 2018 et qu'il fallait donc reprendre la procédure à zéro en demandant aux personnes intéressées de déposer de nouveaux dossiers. Et pourquoi donc ? Selon eux la situation de certains demandeurs a pu évoluer en trois années pour raison de changement de situation sociale, de désintérêt ou même de décès. Cette minorité peut en effet exister. Mais ont-



ils pensé aux frais de constitution des dossiers pour des citoyens démunies. Certains demandeurs nés loin de Bamako doivent faire en effet des milliers de kilomètres pour avoir certaines pièces. Et puis, ceux qui ne seraient plus intéressés seront faciles à remplacer. Le nouveau ministre, s'il était animé de mauvaise intention aurait commencé par changer le pré-

sident et certains autres membres de la commission d'attribution. Mais non : il n'a encore changé personne pour laisser ceux qui ont commencé ce travail l'achever pour ne pas pénaliser les demandeurs impatients d'avoir un toit. Il aura certainement le temps après d'évaluer les hommes et de prendre les mesures adéquates pour le Mali Kura.

Enfin disent ces contestataires des logements sociaux sont en train d'être vendus. Cela est vrai et a été annoncé par les radios, les télévisions, les journaux et les réseaux sociaux. L'explication donnée est la suivante : l'Etat s'endette pour 3 à 5 ans pour construire des logements dont les bénéficiaires disposent de 20 ans pour rembourser. Ce modèle financier n'est naturellement pas viable et face aux inévitables difficultés, l'Etat a décidé de se renflouer en vendant cash ou à des conditions moins favorables pour les acquéreurs certains logements. Cette opération n'est pas cachée et toutes les personnes intéressées sont, semble-t-il, bienvenues.

A entendre beaucoup de ceux qui reprennent ces propos sans d'ailleurs les écouter attentivement, il y a magouille et corruption. Or les intervenants n'ont jamais tenu de tels propos. En revanche, ils évoquent des irrégularités concernant les anciennes attributions avec des « dignitaires » ayant plusieurs logements avec des prête-noms. Ils feront œuvre utile pour aider la transition à les identifier et à prendre les sanctions idoines.

Alors, à qui profite la confusion sciemment créée ?

■ Moctar Sow



## Ibrahim Ikassa MAIGA



Lundi 20 septembre 2021..

Conformément à son agenda de partage de la vision et d'inclusion de tous et de toutes à la construction du Mali nouveau, le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les Institutions, a reçu une délégation importante du M5 RFP de la Diaspora, qui est venu encourager le Ministre dans sa démarche et sa vision éclairée de la refondation..

Comme avec les précédents, les échanges ont porté sur la tenue des Assises nationales de la refondation, la création de l'organe unique de gestion des élections, le Plan d'action gouvernemental etc...

La Diaspora M5 a rassuré et réitéré son soutien à la transition et sa participation active aux différentes phases des ANR. Elle a félicité le Ministre Maiga pour les efforts déployés pour le renouveau du Mali au service des Maliens.



## FIGARO DU MALI



Le combat contre l'extrémisme violent n'avancera qu'avec la conjugaison des efforts. Les douaniers ont aussi une place centrale, c'est l'objet d'un livre d'Amadou Tidiane Cissé.



## Jeune Afrique



Condamné à trois ans de prison après s'être opposé au troisième mandat d'Alpha Condé, Umar Sylla, alias Foniké Mengué, était hospitalisé quand le président a été renversé. Il raconte ces heures fébriles qui ont mené à sa libération.



Alassane Ouattara, Macky Sall, Umaro Sissoco Embaló... Ces derniers jours, le président français a multiplié les appels avec ses homologues au sujet de la situation à Bamako et du potentiel contrat avec Wagner.



## NIANG TV



Au #Mali, Florence Parly demande aux autorités de ne pas faire affaire avec les mercenaires de Wagner

Alors que la France réduit sa présence militaire dans le pays, Bamako envisage d'avoir recours à la société paramilitaire russe. La ministre des armées entend lui faire changer d'avis.

La rumeur de sa mort courait depuis l'été. Le chef du groupe djihadiste Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS), Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, dit « Awas », a été tué par les forces françaises, a confirmé officiellement Emmanuel Macron sur Twitter dans la nuit de mercredi 15 à jeudi 16 septembre. « Il s'agit d'un nouveau succès majeur dans le combat que nous menons contre les groupes terroristes au Sahel », a ajouté le président français.

Le chef de l'EIGS « est mort à la suite d'une frappe de la force "Bar-khane" », a tweeté de son côté la ministre des armées française, Florence Parly, en saluant également « un coup décisif contre ce groupe terroriste » qui constitue l'une des deux principales organisations djihadistes contre lesquelles la France et ses partenaires luttent au Sahel. « C'est une attaque qui a eu lieu il y a quelques semaines, et nous sommes aujourd'hui certains qu'il s'agit bien du numéro 1 de l'EIGS », a détaillé Mme Parly sur Radio France Internationale (RFI). L'EIGS, créé en 2015 par Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, ancien membre du Front Polisario – le mouvement indépendantiste sahraoui. Le monde



## CANAM - MALI



CANAM/OGD : La Délégation de Gestion caractérise le partenariat

La CANAM, à travers la délégation de gestion, a confié plusieurs tâches aux Organismes Gestionnaires Délégués (OGD). La Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), tout comme l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), participent activement à la gestion de l'AMO.

Pour cette gestion, la CANAM alloue trimestriellement des dotations de gestion administrative et technique à ces deux OGD.

Ces fonds servent à payer les factures des prestataires de soins conventionnés, notamment les pharmacies, les hôpitaux, les CSREF,

les laboratoires et autres cliniques. Donc, comprenez que la CANAM ne payent pas directement ces structures ci-dessus énoncées. La CANAM, de part le Contrat d'objectifs et de moyens, effectue des pointages contradictoires de ces dotations techniques et administratives.

SERCOM/CANAM



## Fermeture Media FM



La France est tombée plus bat

Avant le président Malien se déplaçait vers la France afin de montrer son PA au gouvernement français, les choses ont tellement changé que c'est la France son président et ses ministres ne font que venir au Mali pour montrer leur PA (Plan d'action)



## Seneweb.com



Win win win

L'équipe offre un beau cadeau d'anniversaire à la championne Léna Niang qui a fait un match de ouf avec son partenaire de tous les jours YAcine Diop vraiment époustouflante lors cette rencontre contre l'Egypte.

Bravo à toutes et rdv en 1/4 de final

Happy Birthday à Léna Niang





**Tieman Coulibaly** @TiemanC · 48 m ...

Jamais été refoulé. Peut-être que cela amuse certains. Peut-être le souhaitent-ils, mais ce n'est pas vrai. De même l'agresseur n'était pas enseignant. Ceci n'est pas utile au débat. Pour nos morts, par déférence, parlons terrorisme et reconquête. Honneur aux 4 morts de ce jour.

## RFI Afrique



Les tarifs avaient déjà augmenté de manière régulière ces derniers mois à cause de taxes nationales plus élevées. Mais le gouvernement avait mis en place une subvention pour limiter justement la flambée des prix de l'essence, du diesel et du kérosène et tempérer la hausse du coût de la vie. Mais voilà, la subvention a pris fin mercredi et les conséquences se sont immédiatement faites ressentir à la pompe. Le prix du carburant a grimpé de 6% dans la capitale, atteignant des tarifs records. Une hausse qui inquiète fortement les kényans.



## aBamako.com



La ministre française des Armées au Mali dans un contexte tendu entre Paris et les militaires "Mon objectif est de parvenir à clarifier la position des autorités maliennes et de réitérer des messages", a expliqué Mme Parly avant de rencontrer lundi son homologue malien, le colonel Sadio Camara. "On ne va pas pouvoir cohabiter avec des mercenaires", a-t-elle prévenu



## Larmes des pauvres



#Mali -- #Mopti ce 20/09 un véhicule des #FaMa a heurté un #EEI dans le cercle de #Bandiagara faisant au moins quatre (4) victimes parmi les membres. Paix à l'âme des victimes

## Le journal Afrique



En #RDC, #Wiiqare révolutionne le monde de la santé. Cette nouvelle application d'épargne permet de gérer les factures de soins médicaux non planifiées. et facilite ainsi l'accès aux soins des personnes vulnérables.

## Emmanuel Macron



Officiel du gouvernement - France  
L'objectif le plus ambitieux que nous nous étions fixé à Paris en 2015, 1,5°C, est encore possible à condition d'agir tous, maintenant. N'ayons pas honte de l'héritage que nous laisserons à nos enfants.

Officiel du gouvernement - France  
L'écologie est le combat du siècle. L'Europe sera au rendez-vous. Mais l'Europe ne pourra pas faire seule. Chaque État doit être à la hauteur des engagements pris à Paris en 2015. Voilà le message que j'ai porté auprès des États réunis par le Secrétaire général des Nations unies.

## ■ Samba Gassama General



Sous IBK quand Bamako tenait des discours qui n'arrangent pas Paris, IBK était convoqué manu militari à Paris pour s'excuser. Sous Goïta et Choguel la ministre française de la défense se précipite à Bamako pour négocier. Le courage de Choguel a-t-il payé ? . Les temps ont changé.



## ■ ASSADEK AG HAMAHADY



Ce que l'on a perdu par les armes, on ne peut pas la retrouver par larmes. Indépendance offerte, se perd facilement.  
@ChoguelKMaiga  
@GoitaAssimi

## ■ YBC-Communication



**BOUGOUNI** : Un affrontement entre deux villages (Sagala et Djiguiya dans la commune de kelea) !

Hier samedi 18 septembre 2021, aux environs de 09H, un affrontement s'est produit entre les populations de Sagala et Djiguiya dans la commune de kelea. Selon des sources locales, des habitants du village de Sagala seraient venus attaquer ceux du village de Djiguiya en tuant un homme qui serait dogon. C'est à la suite de la mort de ce dernier que ses autres frères seraient venus en secours. Il y aurait eu deux morts et des blessés. La cause serait un litige foncier. Trois véhicules de la gendarmerie seraient venus vers 15H sur les lieux pour baisser la tension.

Nous présentons nos condoléances aux familles des défunts et souhaitons prompt rétablissement aux blessés.

A suivre...

TBO/Malijet.com

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

## malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*



**Vaccins anti-COVID : Pénurie à Bamako**



La deuxième phase de la campagne de vaccination a été lancée, le 23 août 2021. Sur les 151 000 doses que le Mali a reçues, 11 320 ont été attribuées à la ville de Bamako. Ces doses sont déjà épuisées.

C'est déjà la panique à Bamako. Les vaccins Johnson & Johnson, repartis entre les centres de santé et d'autres lieux de vaccination sont déjà épuisés. « Nous avons programmé dix jours pour la vaccination, mais nous avons épuisé la quantité qui nous avait été octroyée en cinq jours », affirme un agent de santé au Centre de Santé Communautaire de Lafiabougou. Plus de vaccin dans les centres donc. Les candidats sont renvoyés de centre en centre. C'est maintenant la course pour les dernières doses disponibles. Selon une infirmière, rencontrée le vendredi dernier, « les doses qui restent finiront certainement d'ici la fin de la journée ».

**CHEMIN DE CROIX**

Fatoumata Soukeyna, entrepreneur, fait part du chemin de croix qu'elle a dû faire pour se faire vacciner. « Je suis à mon troisième centre comme ça sous la pluie. Je suis très surprise de constater que les Maliens semblent adhérer à la vaccination », dit-elle. Aziz Maiga, étudiant, également venu se faire vacciner, renchérit : « C'est avec une peur bleue au ventre que je suis arrivé au CSCom de Lafiabougou et une dame me dit : "Monsieur, courez vite pour vous rendre à la maternité, car nous n'avons plus de vaccin et il ne leur reste plus beaucoup ».

Mariam Coulibaly, institutrice, s'est réjouie très sincèrement que les doses du vaccin Johnson & Johnson soient déjà épuisées : « Même si j'ai galéré avant d'en recevoir, dit-elle. Au moins, ce n'est pas la honte cette fois-ci pour notre pays. C'était dommage qu'autant de doses de vaccins AstraZeneca soient renvoyées chez des voisins. »

Pour un agent de la santé, l'administration sanitaire elle-même a été surprise par cet engouement. « Nous menons des réflexions pour voir si, en attendant, nous n'allons pas ramener à Bamako des doses prévues pour des régions. Nous sommes en train d'étudier des schémas, le temps que nous recevions d'autres doses », explique l'agent. Pour la seconde campagne, comme pour la première, le gouvernement a mobilisé 334 vaccinateurs, 516 volontaires.

Le Mali a lancé, le mercredi 31 mars, sa campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus. Cette campagne intervient quelques semaines après la réception des 396 mille doses d'AstraZeneca le 5 mars 2021.

Source : Benbere

**Billet : Si Wagner peut nous faire gagner cette guerre, alors qu'il vienne !**



Si les armées dites régulières du monde entier n'arrivent pas à vaincre le terrorisme sur le territoire malien et si la France malgré son statut d'ancienne puissance coloniale et sa grande capacité diplomatique et militaire, n'arrive pas à chasser hors du territoire du Mali les groupes djihadistes et terroristes et si enfin l'armée régulière du Mali ne peut rien faire, alors, peut-être qu'une milice sans foi ni loi comme on tente de dépeindre le groupe Wagner, est la meilleure solution.

De toutes les manières, l'ennemi en face n'utilise pas une guerre conventionnelle et s'en fout des droits de l'homme. Il tue, égorge et dépouille leurs victimes qu'elles soient militaires ou civiles. Alors, pourquoi diaboliser « Wagner » en disant que ce sont des « mercenaires » qui ne respectent aucun ordre établi. Les terroristes et autres bandits respectent-ils l'ordre conventionnel ?

C'est peut-être une honte pour un pays de confier sa sécurité à des mercenaires. Mais des pays comme la France a utilisé et continuent d'utiliser des « mercenaires » pour asseoir leur domination mondiale. Au moment où nous étions au Lycée, lorsqu'on parlait de Bob Denard, le nom du gouvernement français était automatiquement associé. Et qui était Bob Denard ? Un mercenaire aux services du gouvernement français pour résoudre les sales besognes.

Alors comme ça, Wagner ferait peur à la France et ses alliés parce que ces « hors-la-loi » ne feront pas de différence dans les groupes qualifiés de terroristes. Il se trouve que la nuit, tous les chats sont gris. Beaucoup de militaires qui œuvrent le jour sous les drapeaux nationaux se transforment la nuit en chats noirs. La seule crainte que les Maliens pourraient avoir concernant l'arrivée éventuelle du groupe Wagner, c'est que ces « mercenaires » ne soient utilisés pour mater les futures contestations contre la prolongation du délai de la transition.

Par ces temps qui courent et vu ce qui est arrivé à la FORSAT, aucun militaire malien ni force de l'ordre, n'acceptera plus d'être utilisé pour préserver l'ordre lors de manifestations populaires. Alors, les mercenaires du groupe Wagner pourraient être une force de persuasion sans grand risque pour les tenants du pouvoir contre les futurs manifestants contre la prolongation du délai de la transition et si possible après des élections controversées.

Mais, ce ne sont que des hypothèses. Que Dieu nous en préserve ! Mais si Wagner peut nous faire gagner cette put... de guerre alors qu'il vienne!

Youma / Source : Le Pouce

**Faustin-Archange Touadéra : « Je n'ai rien à cacher au sujet des russes »**



Réélu fin 2020 dans la confusion d'une offensive rebelle, le président centrafricain a entamé son second mandat sous le bruit des bottes et clame ne souhaiter qu'une chose : la paix et la justice. Relation avec la Russie, présence de Wagner, dialogue avec l'opposition, poursuite de François Bozizé... Il a répondu en exclusivité aux questions de « Jeune Afrique ».

**N**ous n'aurons pas droit aux traditionnels bureaux du chef de l'État. Faustin-Archange Touadéra n'y est toutefois pour rien, pas plus que le protocole, qui nous attend de pied ferme en cette fin de matinée. Dans l'enceinte du Palais de la renaissance de Bangui, un échafaudage en barre désormais l'accès, symbole involontaire d'une Centrafrique en perpétuelle reconstruction. Ce 13 septembre, l'entretien devra se dérouler un peu plus loin, dans le « salon des ambassadeurs », siège provisoire des activités présidentielles.

À l'abri de l'atmosphère étouffante d'une capitale sous perfusion de la communauté internationale, Faustin-Archange Touadéra nous a reçus longuement. Le président grignotera même du temps sur son rendez-vous suivant, contraignant l'intéressé à patienter dans l'antichambre sous l'œil vigilant de Casques bleus rwandais.

**SI L'HOMME EST MÉFIANT, SON LARGE SOURIRE NE LE MONTRE GUÈRE**

Fervent protestant, Touadéra a la parole rare. Critiqué pour sa proximité avec la Russie, accusé d'avoir conclu de mystérieux accords avec la société Wagner, ébranlé par des accusations d'exactions visant son armée, il n'ignore pas qu'il est attendu, par ses adversaires comme par ses partenaires. Si l'homme est méfiant, son large sourire ne le montre guère.

**Jeune Afrique : Vous avez été réélu en décembre 2020 alors que venait d'être créée la Coalition des patriotes pour le changement [CPC], rébellion qui attaquait Bangui en janvier suivant. Dix mois plus tard, la capitale est-elle hors de danger ?**

Faustin-Archange Touadéra : Vous avez raison de rappeler le contexte. Avant les élections, la paix revenait. Les Centrafricains n'avaient qu'une envie : aller voter et choisir leur dirigeant. Mais cette coalition a voulu les en empêcher. Pis, elle a enclenché une déstabilisation totale de l'État et a fini par marcher sur Bangui et arriver à ses portes le 13 janvier, jusqu'à s'infiltrer dans le PK12 et le PK9.

**Dicko sur la prolongation de la transition : « La décision de prolonger ou pas émanera du peuple souverain du Mali »**



**L**a prolongation de la Transition est la reine des sujets qui fâchent au Mali, devant l'affaire Wagner. Si le CEDEAO pense pouvoir en imposer aux autorités transitoires maliennes et des voisins, en mal de recadrage, qui estiment y parvenir en concoquant des disputes diplomatiques, les religieux eux ne font pas mystère de leurs stratégies. Le Chérif des Chérifs sur la question est plutôt d'une limpidité surprenante. Pour lui et ses fidèles, il faut trois ans au Colonel et à son équipe pour redresser le pays et organiser des élections. Pour sa part, le très respecté et éclairé Imam Mahmoud DICKO s'est prononcé sur le sujet dans les colonnes de notre confrère du Journal du Mali N°336 du 16 au 22 septembre 2021.

**Extraits d'interview**

« Ce débat est trop sérieux pour que je le fasse de façon solitaire. Le Chérif de Nioro est un personnage respecté de notre pays. Son statut lui permet de dire certaines choses et nous respectons ses avis. Je me souviens, si je ne me dédis pas qu'au moment où l'on parlait de transition, j'étais parmi les gens qui avaient proposé 18 mois. J'en ai même discuté avec certains chefs d'État qui proposaient 12 mois. Je leur ai dit que 12 mois étaient peu et qu'à la limite ils nous donnent 18 mois. Il y a des chefs d'État qui m'ont appelé pour me dire qu'ils étaient d'accord avec ces 18 mois, à condition que ce délai soit respecté.

Aujourd'hui, la décision de prolonger ou pas émanera du peuple souverain du Mali qui doit se concerter de façon consensuelle pour que ce débat ne nous mène pas à des contradictions internes. C'est mon point de vue».

Source : Info-Matin

**JE N'AI PAS CHOISI CETTE GUERRE**

Heureusement, avec l'aide de nos alliés, nous avons pu repousser l'offensive et libérer le corridor qui nous relie au Cameroun, que la CPC avait bloqué. L'état est desserré mais, bien sûr, les violences continuent. Les forces de sécurité font leur travail et effectuent des missions de ratissage dans Bangui, pour démasquer tous ceux qui détiennent illégalement des armes. Il y a toujours une menace et nous la prenons au sérieux.

Source : Jeune Afrique

**Douanes du Mali : « Maintenir le cap en termes de mobilisation des recettes douanières »**



C'est le défi qu'ambitionne de relever le nouveau Directeur Général des Douanes. Lors de la cérémonie de passation de service, l'Inspecteur Général des Douanes Amadou Konaté a informé la presse sur la nécessité de renforcer les mécanismes liés à la mobilisation des recettes douanières. Ce qui passe obligatoirement par des réformes en cours.

Le nouveau patron de l'administration des douanes mesure d'ores et déjà les défis dans la mesure où il occupait le poste de directeur des Recettes depuis décembre 2018. Il s'agit, indique le nouveau Directeur Général, de maintenir le cap en termes de mobilisation des recettes douanières pour le Trésor public, malgré la crise sanitaire avec la Covid-19, qui a fait perdre à l'Etat près de 10 milliards de Fcfa. Au sujet de la mobilisation des recettes douanières, il envisage d'atteindre l'objectif de 656 milliards de FCFA au 31 décembre 2021. "Nous avons fait une belle performance en réalisant plus de 579 milliards FCFA en 2020, malgré le contexte de crise sanitaire, qui a fait perdre à la douane plus de 10 milliards de FCFA parce que certains produits et équipements sont exonérés par l'Etat. Et ce même système continue pour 2021", a-t-il précisé.

Les recettes du Bureau des Produits Pétroliers comptent sur les recettes douanières avec une prévision mensuelle de plus de 15 milliards de FCFA. Là aussi, il y a problème avec les subventions des produits pétroliers par l'Etat pour éviter une crise sociale en baissant le coût à la pompe et souvent il y a la hausse des coûts des barils à l'international. Ce qui fait perdre à la douane plusieurs milliards de nos francs. Malgré tout, le Bureau des Produits Pétroliers fait de très bons résultats.

**Réorganisation de l'armée française au sahel : Florence Parly au Niger et au Mali**



Florence Parly au Sahel pour parler de la réorganisation militaire française sur des territoires. Le processus a commencé depuis quelques mois et il se poursuit. C'est connu, la France ne recule pas sur le plan géostratégique, elle se repositionne. Barkhane réduit ses troupes de moitié au Mali certes, mais ce n'est pas un départ même si les troupes ont commencé à quitter les bases de Téssalit, Kidal et Tombouctou, la France reste au cœur des questions de défense et géopolitique au Sahel.

Dès son arrivée dimanche au Sahel, notamment au Niger où elle a fait son entrée dans la région, la ministre française des Armées a clairement parlé de la réorganisation de l'armée française au Niger. Barkhane réduit de moitié ses troupes au Sahel (de 5000 hommes à 2500) pour laisser la place à la force montante Takuba. Si elle quitte trois bases au Mali, elle se repositionne chez le voisin nigérien en agrandissant la base de Niamey. Cette dernière pourrait même devenir l'une des plus importantes bases françaises de cette zone sahélienne, car elle pourra accueillir "des capacités de combat permettant d'intervenir dans toute la région" rapporte un média français.

Source : Journal du Mali

"Voilà, nous comptons beaucoup sur les dédouanements des marchandises solides pour nos recettes", a-t-il dit. Afin d'éviter les pertes de recettes, chiffrées à plusieurs milliards de francs CFA, Amadou Konaté souhaite que les règles du jeu soient respectées au sein de l'espace douanier de l'UEMOA.

Mahamane Maïga / Source : LEJECOM

www.malikile.com



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# 12<sup>ème</sup> programme de stage de formation professionnelle : Le PM, Dr Choguel a lancé le programmé

Le Premier Ministre Dr Choguel Kokalla Maïga, a procédé, le lundi 20 septembre 2021, au lancement du 12<sup>ème</sup> programme de stage de formation professionnelle de l'agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ). La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement.

**A**u Mali, l'emploi des jeunes est en tête des priorités. C'est dans le cadre de la lutte contre le chômage que l'agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ) a initié le programme de formation professionnelle. Ce sont 2000 jeunes diplômés qui effectueront un stage pour la période d'octobre 2021 à septembre 2022, dans les services publics, les organisations consulaires et faitières et dans les organisations non gouvernementales.

Consciente de la problématique de l'emploi des jeunes dans notre pays, le maire de la Commune III Djiré Mariam Diallo, a indiqué que la jeunesse est le fer de lance de tout développement. « Il n'est plus à démontrer que vous constituez la force de notre conti-

ment, un atout majeur pour son développement. Cependant, mal formés vous pouvez aussi constituer une grande faiblesse. C'est pour cela que je salue cette initiative du ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle en partenariat avec l'APEJ. Initiative qui vous permettra de mieux vous préparer pour prendre notre relève. En effet, le lancement de ce 12<sup>ème</sup> programme de stage de formation professionnelle illustre les nombreuses actions par lesquelles les pouvoirs publics et locaux entendent entreprendre pour poser les jalons du nouveau Mali dont vous constituez le pilier central », a-t-elle mentionné.

Le président du Conseil national de la jeunesse, a remis le fanion à Fousseyni Kondé, représentant des bénéficiaires du 12<sup>ème</sup> programme de stage de formation professionnelle.

Très fier d'avoir reçu le fanion, Fousseyni Kondé, représentant des bénéficiaires, a rassuré les plus hautes autorités pour la réussite de ce 12<sup>ème</sup> programme de stage de formation professionnelle. Dans son intervention, il a annoncé que 2000 jeunes ont été retenus parmi 23.000 postulants. « Nous prenons l'engagement pour effectuer le stage avec dévouement, abnégation et professionnel. Nous saisissons cette opportunité pour apporter notre pierre à l'édification d'un Mali nouveau », a-t-il rassuré.

Après son intervention, il a présenté le fanion au chef du gouvernement et au ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle.

La formule de stage a été lue par le directeur de général de l'agence pour la promotion emploi des jeunes (APEJ) Mamadou Ba. Le point saillant de cette cérémonie a été la signature de convention entre l'APEJ et ses partenaires. Le ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle, Bakary Doumbia, dira que la jeunesse constitue l'avenir et présent.

Le chômage constitue pour une nation une menace majeure pour le développement social





et la stabilité. Le manque d'emploi productif et satisfaisant contribue sans nul doute à la désintégration sociale, aux conflits et aux migrations. L'emploi est donc le levier majeur et doit être le levier majeur de toute politique de stratégie de lutte contre la pauvreté. **« C'est dans cette optique et dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs à nous assignés que mon département travaille à dynamiser l'insertion dans les secteurs productifs tout en renforçant le tissu du secteur privé par l'entrepreneuriat conformément aux axes du programme d'action du gouvernement adopté par le Conseil National de Transition. Le programme de stage de formation professionnelle auparavant appelé volontariat de l'APEJ a déjà bénéficié à 43 162 jeunes maliens dont 51% de femmes pour un coût de 12 milliards de FCFA entièrement versés sous forme d'allocation et de sécurité sociale. Cet investissant dans la jeunesse malienne n'est pas de l'argent perdu. Au contraire, il s'agit d'un investissement utile et pertinent qu'il convient de renforcer »**, a-t-il précisé.

Selon le premier ministre, Dr Choquel Kokalla Maïga, ce programme dont l'importance n'est plus à démontrer, avait connu une suspension depuis quelques années, eu égard à certaines contraintes que le gouvernement de la Transition a levé nonobstant les difficultés conjoncturelles et l'immensité des priorités auxquels l'Etat est confronté ; et cela afin de

donner à notre jeunesse l'opportunité de se former, de toujours mieux se former pour être apte à relever les exigences du monde du travail et de participer au développement de notre pays. **« La jeunesse représente le présent et l'avenir de toute nation dont elle est la force vive. Il est attendu de la jeunesse qu'elle agisse avec dévouement et toute l'énergie qui la caractérise pour faire évoluer positivement la société. C'est en reconnaissance de ce rôle combien important que dans l'architecture du gouvernement de la Transition, l'essentiel des départements ministériels intègrent la dimension jeunesse dans leurs actions de tous les jours. Il s'agit d'une question transversale qui touche à l'ensemble des priorités qui tiennent à cœur à notre peuple dont le mon gouvernement à la responsabilité de la mise en œuvre. Qu'il s'agisse des questions de sécurité, de la refondation de l'Etat, des réformes politiques et institutionnelles, de la construction de la paix, l'enseignement, du développement humain, de l'emploi et de la formation en passant par tous les secteurs vitaux de notre économie, les jeunes sont au cœur de la construction du Nouveau Mali, du Mali Kura que nous espérons de tous nos vœux et pour laquelle nous œuvrons au quotidien. C'est à ce titre que nous avons inscrit dans la nomenclature du ministère de la Jeunesse et des Sports, l'Instruction Civique et de**

**la Construction Citoyenne pour insuffler une nouvelle vision à cette composante essentielle de la Nation, parce que sans la jeunesse, nous n'irons jamais loin dans la concrétisation de nos ambitions de grandeur pour notre pays »**, a souligné le PM.

Et d'ajouter : Le virage amorcé par notre le Gouvernement de Transition pour réaliser l'agenda du Mali doit être soutenu et accompagné par toutes les Maliennes et tous les Maliens. **« Nous n'avons pas droit à l'erreur et je voudrais lancer, du haut de cette tribune, un appel au sursaut national, afin que chacun se sente concerné, la jeunesse du Mali au premier chef, pour relever les défis évoqués plus haut dans un esprit responsabilité, de cohésion et d'engagement patriotique. Pour sa part, le gouvernement, suivant en cela les directives du Président de la Transition, Chef de l'Etat, mènera toutes les actions voulues qui aideront notre jeunesse à être une jeunesse plus engagée et travailleuse au service du Mali, à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et de demain qui, pour notre jeunesse, sont d'abord des enjeux de formation, d'excellence et de compétition dans un monde de mondialisation »**, a souhaité le premier ministre Dr Choquel Kokalla Maïga.

■ Ibrahim Sanogo



# Lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains : **Maliens et Européens main dans la main**

**L**e Secrétaire Général par intérim du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Magistrat-Colonel Mamadou Daba Coulibaly, a présidé, le vendredi dernier, le premier Comité de pilotage du Partenariat Opérationnel Conjoint de lutte contre l'immigration illégale, le trafic de migrants et la traite des êtres humains en République du Mali. C'était en présence de l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Mali, Son Excellence M. Bart OUVRY, et de ses collègues espagnol, français et néerlandais ainsi que du Chargé d'Affaires de l'Ambassade d'Autriche au Mali. « Ce qui nous réunit aujourd'hui maliens et européens, c'est la volonté commune de lutter contre la migration clandestine, une migration non maîtrisée. Depuis le sommet Union Européenne-Union Africaine de la Valette, nous sommes dans une approche coopérative pour une migration maîtrisée et contre cette migration clandestine qui fait tellement de victimes.

Le projet qui nous réunit est un partenariat opérationnel conjoint », a indiqué l'Ambassadeur de l'Union Européenne, avant de faire savoir que le projet est financé par le Royaume des Pays-Bas.

M. Bart OUVRY a fait part de leur attente dans le domaine de la gouvernance, de la lutte contre les violations de droits de l'homme, du respect de l'état de droit, notamment par le renforcement de la prise en charge des victimes qui reste très importante. Il s'est réjoui de la présence massive des femmes au sein de l'effectif de la Brigade de Répression du Trafic de Migrants et de la Traite d'Êtres Humains. Cette Brigade, devenue opérationnelle avant ce projet, a obtenu des résultats très significatifs. Pour rappel, 35 affaires ont été traitées avec 48 personnes déférées, 41 personnes sous Mandat de Dépôt et 22 personnes mises en cause. Les victimes secourues de diverses nationalités sont au nombre de 293 dont plu-

sieurs mineurs. Plus de 300 victimes ont pu être secourues.

« Je suis ravi d'être parmi vous pour le lancement officiel du partenariat opérationnel conjoint de lutte contre la traite des êtres humains au Mali. Les Pays-Bas ont décidé de soutenir cette initiative avec une contribution de presque 3 millions d'euros, car elle répond à deux priorités que nous partageons tous, à savoir la protection des droits de l'homme et la lutte contre la criminalité transfrontalière organisée », a sa part fait savoir l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas.

« Le bilan de la Brigade est plus qu'honorable. C'est un véritable succès », a déclaré l'Ambassadeur de France au Mali Joël Meyer, avant de rappeler que la France a été l'un des premiers pays à apporter son soutien à la Brigade et qu'elle soutiendra tous les projets qui auront pour vocation de répondre à des besoins opérationnels identifiés par le Département ou par la Brigade. Même approbation chez l'Ambassadeur d'Espagne au Mali, qui trouve que la Brigade est un outil intéressant de lutte contre un phénomène qui nous touche tous.

Raison de plus pour le Secrétaire Général par intérim du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Magistrat-Colonel Mamadou Daba Coulibaly, d'adresser, au nom du Président de la Transition, du Premier Ministre et l'ensemble des membres du gouvernement et du peuple malien, ses sincères remerciements



à l'Union Européenne pour sa coopération dynamique et multiforme. Il a rappelé que la demande de partenariat est une requête du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile.

Aussi a-t-il rappelé que le Mali s'est engagé dans la voie de la répression du trafic des migrants par la création, en octobre 2018, de la Brigade de répression de trafic de migrants et de la traite d'être humains. « Des actions fortes ont été menées par cette Brigade qui a procédé au démantèlement de nombreux réseaux de trafic de migrants », a-t-il fait savoir. Malgré les moyens limités de la Brigade, a souligné le Magistrat-Colonel Mamadou Daba Coulibaly, des résultats extrêmement positifs ont été enregistrés.

Selon lui, le Mali a toujours œuvré pour la lutte contre la migration irrégulière. Il a réaffirmé le plein soutien du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine, à ce projet. Après une présentation de la Brigade par le Commissaire Principal Oumar Ousmane et celle du projet par son chef, le Commandant Eric Piquier, il y a eu des questions et des échanges suivis du mot de clôture du représentant du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile qui a vivement remercié les partenaires européens pour leur accompagnement.

Pour rappel, la Brigade de Répression du Trafic de Migrants et de la Traite des Êtres Humains (BRTMTEH), a été inaugurée le 15 octobre



2019. L'idée de la création de cette Brigade est née lors de la réunion du Groupe de Travail sur la Lutte contre le Trafic de Migrants et de la Traite des Êtres Humains au Mali, tenue le 27 février 2019 dans la salle de conférence de l'Ambassade de la France au Mali, auquel avaient pris part le DGA de la Police Nationale, l'Attaché de Sécurité de l'Ambassade France au Mali, les experts de la mission Eucap-Sahel Mali, les experts des Directions Générales de la Police, de la Gendarmerie et ceux de la Brigade d'Investigations Spécialisées.

Créée par arrêté n° 2019 3536/MSPC-SG du 10/10/2019, la BRTMTEH est chargée de lutter contre toutes les formes organisées de traite des êtres humains ; lutter contre le trafic illégal de migrants ; lutter contre les filières de transports nationaux et internationaux participant à ces types de crime organisé ; participer à la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants dans le cadre de la coopération judiciaire internationale.

■ Yama DIALLO



# Lancement du dictionnaire monolingue : Un précieux s'ajoute au parc de livres du Mali

La cérémonie de présentation du dictionnaire monolingue, Mamadou Doucouré ( Vzéro) et Issiaka Ballo, a été coprésidée, le vendredi 17 septembre, par Andogoly Guindo, ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, et M. Abou Diarra, représentant Mme la ministre de l'Education Nationale. Plusieurs amoureux des lettres ont pris à cette cérémonie.

**L**e dictionnaire est édité par Samba Niaré. Il est le fruit de plusieurs années de recherche de Mamadou Doucouré ( Vzéro) et Issiaka Ballo. Ce dictionnaire comprend 13 000 entrées. Il faut noter que la version numérique était disponible depuis de 2008 sur Play store. C'est la version papier qui a été publiée en août 2021.

Abou Diarra, représentant du ministre de l'Education Nationale, a affirmé que le dictionnaire monolingue qui vient d'être élaboré par 2 chercheurs est un évènement extrêmement important. Parce que c'est un acte de refondation de notre Etat. **« Vous ne pouvez pas envisager le Mali refondé sans nos langues nationales qui sont le principal support de notre culture. Et on ne peut pas envisager notre politique de développement dans tous les secteurs en dehors de ces langues. Pour que ces langues puissent nous servir, pour ces langues soient des véritables outils développement, il faut la recherche fondamentale. Ce travail qui vient d'être fait est un fruit de la recherche. Ces deux auteurs nous ouvrent la voie sur la nécessité d'aller vers la recherche fondamentale pour instrumenter nos langues, pour doter nos langues de tous les instruments qui nous permettront de gérer toutes les questions de la vie nationale dans nos langues nationales. Cela n'est pas possible tant nous ne faisons pas des travaux de ce genre. Des dictionnaires monolingues, des dictionnaires spécialisés dans les domaines, c'est ça l'avenir du Mali. Ces 2 auteurs viennent de marquer l'histoire de nos langues nationales »**, a-t-il dit, avant de lancer un vibrant appel à d'autres chercheurs pour poursuivre ce travail de recherche fondamental sur les langues nationales.

Pour le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, le dictionnaire de Mamadou Dou-



couré dit Vzéro et Issiaka Ballo sur la langue "bamanankan" est une production d'une haute qualité intellectuelle. **« Une recherche méticuleuse, fouillée par laquelle vous êtes parvenus à l'élaboration de ce document. Je ne reviendrai pas sur l'importance, les vertus et le rôle d'une langue dans la vie sociale. Le Mali par sa politique linguistique a opté pour le pluralisme linguistique. Mais les langues en général s'imposent par leur dynamisme. Nous le savons tous, le "bamanankan", est une langue très dynamique. C'est pourquoi, ce dictionnaire vient à point nommé, il vient à son heure. Quand une langue n'est pas entretenue, elle se meurt lentement parce qu'elle peut être embrigadée par les emprunts. Et quand les emprunts prennent le dessus sur le socle de la langue, cette langue est appelée à disparaître »**, a-t-il insisté.

Aussi, il dira que ce travail de Messieurs Doucouré et Ballo, qui participe du développement de la langue "bamanankan", est également un travail de sauvegarde, sinon de sauvetage de cette langue. Sans cette fixation, les mots, les expressions pourraient écopier de leur sens. **« Ce travail va permettre de fixer le vocabulaire "bamanankan" dans toute son authenticité. Ce livre est une contribution précieuse au parc de livres de notre pays mais c'est un apport significatif au développement de nos langues nationales et plus particulièrement de la**

langue" bamanankan" », a-t-il souligné. Issiaka Ballo est revenu sur la composition d'un dictionnaire. A ses dires, un dictionnaire est fait pour être consulté, c'est fait pour lire. Mais, c'est aussi un document de référence. Chaque mot que vous trouverez dans un dictionnaire, on l'appelle plus mot. Il s'appelle entrée. Dans ce dictionnaire, nous avons plus de 13 000 entrées. Ces 13 000 entrées sont des articles. Ces articles dictionnaires sont composés de plusieurs rubriques. **« Nous avons d'abord l'entrée. Et après l'entrée, nous avons la notation tonique car, le Bamanankan, c'est une langue à ton. Après cela nous avons la variante syntaxique. En français, il y a 9 espèces de mots mais en "bamanankan" il y en a 13 catégories grammaticales. Après c'est la rubrique définition et la phrase exemple. Enfin, nous donnons les synonymes et les contraires suivies de ce qu'on appelle un mot de même lexical »**, a-t-il expliqué.

La présentation du parcours des auteurs du dictionnaire monolingue a été faite par l'ancien ministre de l'Education Adama Samassekou. La remise solennelle des dictionnaires à Andogoly Guindo, ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo et Abou Diarra, représentant du ministre de l'Education Nationale a mis fin à la cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo

## Siège des terroristes : Le cri de détresse de la population de Djenné

**Envahies par les terroristes depuis quatre ans, les populations du cercle de Djenné ne savent plus à quel saint se vouer. Les nouveaux occupants les empêchent de cultiver, de pratiquer la pêche, de faire le commerce et de se déplacer. Le nombre de morts se compte par centaine et le nombre d'animaux emportés est incalculable. Dépassée par la situation qui s'aggrave de jour en jour, une délégation des représentants de 10 villages du cercle s'est rendue à Bamako pour interpellier les autorités de la Transition. La délégation a animé une conférence de presse, le samedi 18 septembre, à la Maison de la presse pour interpellier une fois de plus les autorités qui semblent toujours insensibles à leur cri de détresse.**



**E**n campant le décor, Youssef KONÉ, griot de son état, a expliqué que cette année la situation d'insécurité dans le cercle de Djenné a atteint son paroxysme, car les populations ont été empêchées de cultiver. Selon lui, il est impossible de se déplacer à plus de deux kilomètres du village sans se faire fusiller.

« Les militaires sont présents dans le cercle de Djenné et ne répondent jamais présents à l'appel des populations au moment des attaques. Souvent des avions atterrissent la nuit et l'on ne sait pour quelle raison. Beaucoup de personnes ont été tuées, les animaux ont été emportés et nous n'avons plus à manger », s'est lamenté Youssef KONÉ.

Le représentant du village de Kounti, Sidi DRAMÉ, a fait savoir que les 10 villages dont les représentants ont fait le déplacement de Bamako sont la porte d'entrée pour les autres

localités du cercle. Il croit fermement que si ces dix villages tombent, c'est tout le cercle de Djenné qui sera sous l'emprise des djihadistes.

Sidi DRAMÉ a informé que 31 personnes ont été tuées dans son village par les terroristes qui sont présents depuis 2018.

« Depuis le temps du régime d'IBK, nous avons interpellé les autorités à maintes reprises, sans succès. Il faut que les Maliens sachent que cette insécurité est une affaire de tous. Ce n'est pas une guerre d'ethnie, ni de religion », a affirmé Sidi DRAMÉ.

A son tour, Oumar TANGARA de Marébougou dira que les enfants meurent par faute de soins, les femmes enceintes ne peuvent plus se rendre dans les centres de santé et les populations n'ont plus de sources de revenus pour survivre.

Abondant dans le même sens, Moussa DIARRA

de Préta a indiqué que 15 personnes ont été tuées dans son village et tous les animaux emportés par les terroristes. Il a informé que tous les représentants de l'État avaient fui leur localité laissant les populations à leur triste sort.

Dans ses témoignages, Seydou DIARRA de Souma Bamanan a expliqué que son grand-frère et ses enfants ont été froidement tués juste parce qu'ils se sont rendus au champ pour cultiver. Il a déploré que c'est quand il y a des morts que les militaires viennent pour prendre les noms et prendre des photos, et rien d'autre.

Moussa TRAORÉ de Diorobougou a expliqué : « j'ai été blessé par balle. On avait décidé de faire face aux ennemis avant l'arrivée des autorités compétentes. Malheureusement, celles-ci ne sont jamais venues à notre secours. Dans le cercle de Djenné, des villages ont été complètement vidés de leurs habitants ».

Moussa DIARRA de Tiokorobougou a déclaré que les djihadistes qui sèment la terreur ne parlent pas de religion et tuent les populations sans raison. Il a fait savoir qu'au début, ils se promenaient sur des motos et que maintenant ils ont des véhicules et des fusils sophistiqués.

« Nous demandons aux autorités si nous sommes des Maliens ou pas », a-t-il interpellé.

Soumaila PLÉA de Koroboro a expliqué que les djihadistes ont voulu imposer des directives aux populations de son village qui ont refusé. Il a énuméré de nombreux cas d'assassinat et des milliers d'animaux emportés. Il a fustigé la non-assistance des populations en détresse par les autorités. Face à cette situation, il se demande s'il n'y a pas un complot entre les autorités et ces terroristes qui font subir aux populations toutes sortes d'atrocités.

Il a fait savoir qu'il suffit que les autorités aient la volonté pour parvenir à éliminer tous les terroristes qui sèment la terreur dans le cercle de Djenné.

« Pendant cette période d'hivernage, nous savons où sont les djihadistes. Avec les eaux, ils sont cantonnés sur des collines. Il est très facile de les bombarder », a affirmé Soumana PLÉA.

PAR MODIBO KONÉ  
Source : Info-Matin

## Anciens dignitaires - M5-RFP : C'est la guerre !



**C**adre d'échange des partis et regroupements des partis politiques pour une transition réussie au Mali par ci, Cadre d'échange des partis et regroupements des partis politiques pour une transition réussie au Mali par là. Depuis quelques temps une agitation inhabituelle marque la scène politique malienne depuis le début du processus

de rectification de la Transition. Rien ne semble plus aller entre les héritiers de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita et le M5-RFP. De la paix armée en passant par la guerre froide, nous voici, semble-t-il, au temps des affrontements directs et sans concession, Après un long moment de silence passé en rasant les murs, voici donc les res-

ponsables de la déchéance du Mali, reprendre du poil de la bête et passer à l'offensive contre la Transition avec dans leur viseur le Premier Ministre Choguel Maiga et le M5-RFP. Selon le M5-RFP ce cadre d'échange procède d'une totale duplicité qui se dégage déjà de son intitulé. Alors que le « Cadre d'échange » jure, la main sur le cœur qu'il œuvre pour la réussite de la Transition, le M5-RFP déclare derechef que son « que l'objectif réel est de « savonner une planche » sur laquelle eux-seuls glisseront ». En clair le cadre fait exactement le contraire de ce qu'il dit et cela dans un seul objectif « faire échouer la Transition ». Pour cela « Ils sont dans les ambassades ou dans des pays voisins pour comploter contre leur propre pays sans aucun état d'âme, sans le moindre esprit patriotique ». C'est alors que le M5-RFP rappelle, sans y toucher, les casseroles que traîne chacun des leaders du fameux cadre. Peu d'entre eux pourrait montrer patte blanche ou monter sur l'arbre de la transparence tant des pantalons sont troués. Chacun se reconnaitra certainement dans cette citation sur laquelle Malikilé reviendra.

**Lire la Déclaration en encadré**



# DECLARATION SUR L'ORGANE UNIQUE DE GESTION DES ELECTIONS ET LES ASSISES NATIONALES DE LA REFONDATION



**L**e Comité stratégique du M5-RFP apprend avec amusement, à travers un communiqué de presse du « Cadre d'échange des partis et regroupements des partis politiques pour une transition réussie au Mali » daté du 13 septembre 2021, qu'il aurait des convergences sur l'organisation des élections générales du 27 février 2021 » avec ce regroupement.

Au-delà du ridicule dont il est devenu coutumier, le « cadre d'échange » doit savoir que l'imposture, même en politique, a des limites que l'on ne franchit qu'à ses propres dépens.

En effet attitude politique peut-elle être plus insipide que la tentative enfantine d'opposer l'URD au M5-RFP ou encore le Premier ministre au Président de la Transition ?

Imposture politique peut-elle dépasser le fait de se donner la mission de travailler pour une transition réussie au Mali » alors que l'objectif réel est de « savonner une

planche » sur laquelle eux-seuls glisseront. En vérité, tous les actes, toutes les déclarations du « Cadre d'échange » n'ont qu'un seul et même objectif : faire échouer la Transition.

Libres aux revanchards responsables de la descente du Mali aux enfers de se liguier pour caresser le rêve impossible de reprendre un pouvoir perdu du fait de leur corruption érigée en mode de gouvernance. Mais ils doivent savoir que le peuple malien qui n'est pas amnésique se rappelle qui est responsable des engrais frelatés, des détournements des fonds alloués à l'achat d'équipements militaires, des avions payés non livrés ou cloués au sol, des tueries de Kidal, des acteurs et complices, même devant la représentation nationale, de l'affaire de l'avion présidentiel et d'autres détournements dans des ministères-clés abondamment documentés.

Vouloir se draper du statut de candidat à une future élection ou d'opposants radicaux

pour échapper à ses responsabilités est un leurre. Tous, eux comme nous et d'autres devraient répondre des actes posés. C'est cela le Mali Kura.

Les conjurés qui sont vent debout contre l'organe unique de gestion des élections et les Assises nationales de la Refondation ont été invités à faire des propositions d'amélioration qui seront prises en compte. En vain !

Ils refusent de s'inscrire dans une transition inclusive et participative pour se complaire dans la critique stérile qui ne fera pas le Mali.

Les points qu'ils contestent sont clairement inscrits dans le Programme d'Action du Gouvernement et sont largement partagés par la société civile et une frange de la classe politique infiniment plus importante que la sensibilité de ces coalisés contre le Mali.

Ils sont plutôt dans les ambassades ou dans des pays voisins pour comploter contre leur propre pays sans aucun état d'âme, sans le moindre esprit patriotique.

Ils citent le Conseil National de Transition (CNT) oubliant que cet organe législatif de la Transition, au sein duquel des dizaines de membres de leurs partis siègent, a validé aussi bien l'organe unique de gestion des élections que les Assises nationales de la Refondation.

Malgré tout, le M5-RFP tout en rejetant toutes les formes de chantage et les ultimatums se déclare disponible et ouvert à tous les débats pour une vraie réussite de la Transition qui conditionne le devenir immédiat de notre Mali qui est le seul bien que nous ayons en partage.

Bamako le 16 Septembre 2021

Pour le Comité stratégique  
Bouba K. Traoré

# Programme d'Action du Gouvernement : La Fondation Forum de Bamako et la Plateforme VIP Africa s'engagent



Le jeudi 16 septembre 2021, une forte délégation de la Fondation Forum de Bamako-Plateforme VIP AFRICA, conduite par M. Malick Sène, a été reçue par le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga. Occasion pour les deux parties de faire un tour d'horizon de l'actualité nationale, mais aussi d'échanger sur les grandes préoccupations de l'heure. Dès l'entame de cette importante rencontre, le Premier ministre a fait un rappel historique des faits qui ont conduit aux deux changements intervenus au sommet de l'État et a expliqué en détail sa vision de la rectification de la trajectoire de la transition. Aussi, le Premier ministre a souhaité que la Fondation Forum de Bamako et la plateforme VIP AFRICA appuient la Transition et contribuent pleinement aux Assises nationales de la refondation en vue de participer au débat sur la refondation de notre

pays.

**Il paraît important de retenir quelques points clés de l'intervention du Premier ministre Choguel K Maiga**

**Le soulèvement populaire** qu'il a conduit lui-même en qualité de président du Comité Stratégique du M5 RFP durant 3 mois pour obtenir le changement a été parachevé par l'action patriotique des membres du CNSP dirigé par le colonel Assimi Goita. Malheureusement, au lendemain de la démission de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita, les deux forces du changement n'ont pas pu se comprendre pour cheminer ensemble. Cela a eu comme conséquence, une transition conduite par des personnalités qui n'ont pas participé à la lutte du peuple pour le changement. Et qui donc, qui ne savaient pas pourquoi les forces patriotiques se sont soulevées contre l'ancien ré-

gime. Ce qui fait que les 9 premiers mois de la Transition n'ont pu apporter le début de changement auquel aspire le peuple malien. Le second changement intervenu lundi 24 mai 2021, sous le leadership du colonel Assimi Goita, à l'époque Vice-président de la Transition a été l'occasion pour le M5-RFP, à la demande du nouveau Président de la Transition d'occuper la station primatoriale, de composer et de diriger les actions du nouveau gouvernement. Pour ce faire, les 10 mesures et 17 points du M5-RFP ont été mis au cœur des échanges et de la nouvelle trajectoire de la transition.

**Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG).** Selon Dr Choguel Kokalla Maiga, le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) qu'il a eu l'honneur de présenter au CNT traduit la vision du Chef de l'État pour redresser notre

pays, asseoir les bases de la Refondation, prendre en charge les aspirations profondes de notre peuple au changement en vue de réaliser son développement économique, social et culturel. Le Plan d'Action du Gouvernement, est bâti autour de quatre (04) AXES : 1- Le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national ; 2. Les réformes politiques et institutionnelles ; 3. L'organisation des élections générales ; 4. La promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité.

En ce qui concerne les réformes de la défense et de la sécurité, tout est mis en œuvre pour que notre pays retrouve sa souveraineté sur toute l'étendue du territoire. Et le PM de préciser que ces actions qui concernent la défense et la sécurité ne peuvent être publiques. Mais, on ne peut pas interdire au Mali d'acheter des armes avec d'autres pays ou de former nos militaires par d'autres partenaires. Le cas des Nations Unies qui veulent augmenter le nombre de leurs contingents au Mali sans le Mali, a été refusé parce qu'ils ne peuvent décider ce qu'il faut pour le Mali sans le Mali.

**Les réformes politiques et institutionnelles** sont au cœur de l'action gouvernementale et c'était l'occasion pour le Premier



ministre d'inviter ses visiteurs, dont il connaît le niveau très élevé de responsabilité, d'expérience et de connaissance de l'appareil d'Etat à participer au débat et à contribuer qualitativement aux réformes en vue. Pour le Premier ministre, l'organisation d'élection crédible transparente et apaisée doit passer par un certain nombre de réformes.

La mission d'observation des élections de 2018

de la CEDEAO qui était venue au Mali avait fait un rapport très clair des élections dans notre pays. Dans ce rapport, la CEDEAO a demandé qu'il n'y ait aucune élection au Mali avant ces réformes. A cela s'ajoutent les conclusions du DNI qui ont prévu la création d'un organe unique de gestion des élections avant les prochaines échéances. Cette proposition de création de l'organe unique était la volonté





unanime de toute la classe politique. Certains ont fait un revirement seulement à l'arrivée de Choguel à la primature. Donc, pour lui cela semble plus une question de personne que d'intérêt national. Toutefois, Dr Choguel K Maiga a rassuré ses hôtes que les discussions continuent avec tout monde, y compris les tête-à-tête, pour obtenir l'inclusivité qui ne doit pas non plus être confondue avec l'unanimité. Le Premier ministre a rappelé que la bonne gouvernance aussi passe par les réformes sus-énumérées qui s'imposent. Enfin, le Premier ministre a informé la délégation de son souhait de le revoir pour échanger sur la vie de la nation.

C'est ensuite que M. Malick Sène a pris la parole. Au nom de la Fondation Forum de Bamako et la Plateforme VIP, il a remercié le PM d'avoir reçu la FFB et les membres de la plateforme dont il est toujours lui-même membre. La plateforme qui regroupe plusieurs compétences serait heureuse de lui apporter sa contribution dans l'accomplissement de l'immense tâche que le Président de la Transition lui a confiée. Notre contribution, dira Malick Sène, se situerait dans le cadre des 4 grands axes du Programme d'Action Gouvernemental qui sont : 1-Le Retour de la sécurité ; 2-Les réformes institutionnelles ; 3-La tenue des élections ; 4-Les problèmes de gouvernance.

De l'indépendance à ce jour, on peut, selon lui,

regrouper les grands problèmes du Mali en deux grandes catégories : A. Les problèmes de gouvernance ; B. Les problèmes sociaux économiques de développement.

#### A. Les problèmes de gouvernance

Ces problèmes de gouvernance ne se limitent pas seulement au volet économique et celui de la corruption, mais ils touchent à tous les autres volets de la gouvernance : **a) Le volet social** qui concerne la formation citoyenne du malien. On ne pourrait pas créer un Mali nouveau sans commencer par le recadrage du Malien qui a perdu tout repère au cours des 60 années d'indépendance. **b) Le volet économique** qui doit viser une gestion saine de tout l'espace économique, et mener une lutte implacable contre la corruption, et l'impunité.

**c) Le volet administratif** qui doit assainir ce secteur de l'administration ou tout se monnaye aujourd'hui.

**d) Le volet de la justice** qu'il faut renforcer et rendre totalement indépendant du pouvoir exécutif. La justice est le premier pilier de la paix, du vivre ensemble et du développement.

**e) Le volet de la sécurité** qu'il faut renforcer et élargir en vue de créer une synergie d'action entre les populations, l'Administration et les hommes en tenue. **f) Le volet politique** qui doit viser à rationaliser la gestion de ce secteur, en termes de quantité et de qualité. **g) Le volet institutionnel** pour s'assurer d'un fonc-

tionnement rationnel et équilibré de nos institutions qui, du fait de la trop grande concentration de pouvoirs au niveau de l'exécutif, n'arrivent pas à remplir comme il faut sa mission et rôle de contre poids. **h) Le volet géostratégique et géopolitique** relatif à la gestion de nos ressources, et de nos relations politiques et économiques en Afrique et dans le reste du monde.

#### B. Les problèmes socio-économiques

Le développement d'un pays dépend prioritairement de la qualité de ses ressources humaines. Celle-ci dépend particulièrement de l'accès de ses populations aux services essentiels de base qui sont : La santé ; l'éducation ; l'eau, l'hygiène et l'assainissement ; l'alimentation et la bonne nutrition ; l'électricité ; le désenclavement ; la Justice ; la sécurité ; les services économiques.

Aussi, la délégation a prévu de se réunir autour de la proposition du Premier ministre et réfléchir à travers certaines activités pour faire de réflexions qu'elle lui remettra dès que possible afin de contribuer aux réformes et aux assises nationales de la refondation à venir. Une rencontre très réussie qui va permettre à la FFB et VIP de contribuer aux actions des nouvelles autorités de la transition pour le Mali.

■ Yama DIALLO



## Transition : Bittar prône l'arbitrage des ANR



Le président du Pôle Politique du consensus, Jeamille BITTAR, a animé une conférence de presse, le samedi dernier, sur l'actualité politique du pays qui divise fortement les Maliens. Partisan de l'organisation des Assises Nationales de la Refondation (ANR), il suggère avant tout la dissolution de la Constitution du 25 Février 1992. Il estime que toutes les grandes décisions doivent être d'abord approuvées lors des ANR y compris le délai de la Transition.

Le Pôle Politique du Consensus, membre du M5-RFP, s'est prononcé sur l'actualité lors d'une conférence de presse animée par son président Jeamille BITTAR, en présence de plusieurs responsables de ce regroupement politique. La rencontre a été l'occasion pour M. BITTAR de clarifier la position de leur regroupement sur la tenue des Assises nationales de la refondation, le délai de la Transition, la création de l'Organe unique de gestion des élections, la lutte contre la corruption...

Favorable à la tenue des Assises nationales de la refondation rejetées par une partie de la classe politique au motif qu'elles n'étaient pas nécessaires, le président BITTAR a estimé pour

sa part qu'il doit y avoir des préalables à ces rencontres nationales. Pour lui, il faut dissoudre la constitution.

« Abroger la Constitution actuelle est une nécessité si nous parlons de la refondation de l'État. Il est clair que nous devrions passer à la quatrième république pour mieux asseoir les bases d'une telle refondation dans le sens souhaité par les Maliennes et les Maliens », a-t-il clamé.

Comme envisagé par le Premier ministre, il est aussi d'avis que les Assises de la refondation doivent être souveraines, et les décisions qui en seront issues doivent être applicables immédiatement.

Pour lui, ce sont ces assises qui doivent définir la durée de la Transition en fonction du chronogramme que les Maliennes et les Maliens auront décidé de manière souveraine. Ce, malgré la mise en garde de la CEDEAO et les réserves d'autres formations politiques et organisations de la société civile.

En effet, le jeudi dernier, la CEDEAO, lors de son sommet extraordinaire, a fait du respect du délai imparti de la transition une ligne rouge, tout en brandissant des sanctions contre tous ceux dont les actions impactent

négativement sur le calendrier de la transition tel qu'arrêté par les Chefs d'État et de Gouvernement.

Quant à l'Organe unique de gestion des élections, dont la création fait couler beaucoup d'encre et de salive, il estime que cette structure qui aura en charge toute la procédure des élections ne devrait plus tarder au regard de l'ampleur de la tâche.

Toutefois, il tiendrait sa légitimité des conclusions des Assises de la refondation. L'accent devrait être mis sur l'abandon définitif des pratiques basées sur le clientélisme et la gabegie, a-t-il ajouté.

En outre, il a évoqué l'épineuse question de la corruption qui doit être au cœur de la refondation. A cet effet, il est favorable à l'organisation de missions d'audit approfondis au niveau des institutions de l'État, ainsi que des départements ministériels et les directions affiliées afin d'en extirper les mauvaises graines. Ces audits doivent être, poursuit-il, élargis à tous les fonctionnaires de l'État, en vue d'avoir une vision claire du nombre des salariés de l'État.

Aussi ajoute-t-il qu'il serait utopique de penser à la refondation de l'État sans assainir la justice dans tous ses compartiments. Le secteur est considéré comme le grand corps malade à cause de la corruption et l'impunité. Conséquence : la moitié de la population ne fait pas confiance à la justice.

« Nous savons tous comment fonctionne la justice dans notre pays pour ne ménager aucun effort dans le but de sa refondation effective », a déclaré Jeamille BITTAR qui soutient que la corruption et l'impunité se sont installées dans notre pays de manière endémique, et cela, à tous les niveaux.

Par ailleurs, sur la gestion des grèves syndicales qui font légion en ce moment et qui paralysent une administration déjà fébrile par autant de problèmes récurrents, il estime que le dialogue initié par les autorités de tutelles n'obéit pas suffisamment aux règles de franchise, de vérité et de convivialité requises.

Par Sikou BAH  
Source : Info-Matin

# Fédération des Artistes du Mali (FEDAMA) : 700 millions FCFA offert le gouvernement du Mali

Dans le souci d'accompagner les acteurs des secteurs de l'artisanat, de la culture, de l'hôtellerie et du tourisme, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, leur a remis un chèque de 700 millions FCFA. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo.



Après plus d'une année et demie de dures épreuves liées aux effets néfastes de la maladie à Coronavirus, une pandémie qui a affecté tous les secteurs d'activités aux quatre coins de la planète, le gouvernement du Mali vole au secours des secteurs de l'artisanat, de la culture, de l'hôtellerie et du tourisme, pour célébrer la résilience dont ils ont fait montre en dépit d'une conjoncture particulièrement difficile. Les impératifs de santé dictés par le bon sens et le principe de précaution ont porté un coup dur à vos secteurs d'activités respectifs, dont l'essence rime avec mobilité humaine, rassemblement de masse et souvent promiscuité. Pour le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, il n'est point besoin de s'appesantir sur l'importance vitale des secteurs de l'artisanat, de la culture, de l'hôtellerie et du tourisme et de leur rôle si essentiel dans la vie économique, sociale et culturelle de notre pays. Les effets de la double crise sécuritaire et sanitaire ont été dramatiques aux opérateurs desdits secteurs, entraînant tantôt une baisse

drastique d'activité, tantôt leur arrêt temporaire voire définitif.

« Pour atténuer l'impact négatif de ces crises cumulées sur les secteurs qui en ont pâti, le Gouvernement a adopté plusieurs mesures. L'une de ces mesures porte sur la mise à disposition, d'un appui financier de 700 millions de francs CFA, objet de la présente cérémonie de remise de chèque aux secteurs de l'artisanat, de la culture, de l'hôtellerie et du tourisme. En plus de cet appui financier, l'Etat du Mali s'est engagé à payer une indemnité de 90.000 de francs CFA par personne à plus de 15.000 acteurs des quatre secteurs sinistrés concernés par la présente cérémonie (artisanat, culture, hôtellerie et tourisme), dans le cadre du filet social JigisemeYiri », a-t-il dit.

Et d'ajouter : « Le rêve de tout travailleur et de tout entrepreneur est de vivre dignement et décemment de son travail. Le Gouvernement mesure les souffrances endurées et la précarité dans laquelle certains ont pu bas-

culer du fait de la gravité et de la violence de la crise dont le monde entier peine à se sortir depuis l'apparition du virus en mars 2020. « La situation difficile de nos artisans, de nos artistes, de nos hôteliers, des guides touristiques et des agences de voyage n'est pas méconnue des pouvoirs publics. Les emplois indirects liés à vos secteurs d'activité ont également été touchés de plein fouet, exposant un plus grand nombre de personnes au chômage et à la pauvreté », a-t-il fait savoir.

Le président de la Fédération des Artistes du Mali, Adama Traoré, a saisi cette occasion pour remercier le gouvernement de ce geste de solidarité qui vient à point nommé. A l'en croire, les secteurs de l'artisanat, de la culture, de l'hôtellerie et du tourisme traversent une zone de turbulence. Car, dit-il, la crise sécuritaire a considérablement affecté ces secteurs pourvoyeurs de ressources.

■ Ibrahim Sanogo

## Rwanda : Paul Rusesabagina, héros du film «Hôtel Rwanda», reconnu coupable de «terrorisme»

Sa vie est devenue un film. Il était aujourd'hui jugé pour terrorisme à Kigali. Le Rwandais Paul Rusesabagina, directeur de l'hôtel des Mille collines lors du génocide des Tutsis en 1994 dont la vie a inspiré le long métrage « Hôtel Rwanda ». Reconnu coupable de terrorisme, l'accusation a requis à son encontre la perpétuité.

Le verdict est en train d'être lu alors que Paul Rusesabagina n'est pas présent dans la salle d'audience, ses avocats rwandais non plus. Ce n'est pas une surprise parce qu'ils boycottent les audiences depuis le mois de mars, estimant le procès non équitable.

Il est en tout cas visé pour neuf chefs d'accusation, tous liés à des faits de terrorisme, pour son incitation présumée dans des attaques qui ont eu lieu au Rwanda entre 2018 et 2019 et qui avaient fait 9 morts, selon les autorités. Reconnu coupable de « terrorisme » La juge Beatrice Mukamurenzi a en tout cas

commencé à lire le long verdict et a rappelé les faits. Elle a pour l'instant reconnu Paul Rusesabagina d'être membre d'une organisation terroriste, estimant que sa plateforme d'opposition en exil le Mouvement rwandais pour un changement démocratique (MRCD) ne pouvait être séparé de sa branche armée, les Forces de libération nationales (FNL), le groupe qui avait revendiqué les attaques. Paul Rusesabagina aurait également financé le FLN, a indiqué la juge.

Le gérant de l'Hôtel des Mille collines, lui, a toujours assuré que son rôle au sein de la plateforme d'opposition était lié à la diplomatie. Si Paul Rusesabagina n'est pas là ce midi, ses 20 co-accusés dans cette affaire sont, quant à eux, présents dans la tenue rose des prisonniers rwandais. Parmi eux, deux anciens porte-paroles du FLN : Callixte Nsabimana alias Sankara, et Herman Nsengimana. Ils sont accusés des mêmes faits.

Source : RFI



# Guinée : Deux semaines après le coup d'État, comment avance la transition ?

Où en est-on en Guinée, deux semaines après le coup d'État qui a renversé Alpha Condé ? La junte au pouvoir a lancé, depuis le 14 septembre, de larges concertations nationales pour préparer une charte de la transition. La CEDEAO a haussé le ton pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel, mais le Comité National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD) assure qu'il ne cédera pas aux pressions.



Les concertations nationales se poursuivent ce lundi, pour une nouvelle journée consacrée à ces échanges avec les « forces vives de la Nation ». Ces concertations servent de « prises de contact » entre le CNRD et les différents acteurs : partis politiques, opérateurs miniers, missions diplomatiques, représentants de la diaspora ou encore acteurs culturels ce matin.

Voilà comment le colonel Mamady Doumbouya, à la tête de la junte, expliquait sa démarche devant les organisations de la société civile : « Personnellement, je serai à l'écoute de tout le monde pour la réussite de la transition. C'est notre dernière chance. Nous n'avons pas le droit à l'erreur. Ratissez large. Envoyez-nous vos propositions pertinentes, cohérentes et adaptées. Il s'agit de la refondation cette fois-ci, car nous ne venons pas bricoler. »

## Les « cinq valeurs » du CNRD

Pas de bricolage, selon le colonel Doumbouya, qui est maintenant désigné « président du CNRD, président de la République et chef de l'État ». La « refondation », c'est l'une des « cinq valeurs » du CNRD inscrites sur une grande affiche dans la salle des concertations

au Palais du peuple de Conakry, avec aussi la « Rectification institutionnelle » pour « bâtir des institutions fortes » : le « Rassemblement » comme le nom du comité l'indique pour rassembler ; le « Redressement » pour « rompre avec les anciennes pratiques » ; et enfin le « Repositionnement » de la Guinée, en respectant les engagements internationaux.

Mais au-delà des slogans et des déclarations d'intentions, il n'y a rien de concret à ce stade sur les contours de la transition. On attend une charte de la transition et la composition d'un gouvernement d'union nationale pour y voir plus clair. Cette charte est attendue justement après les concertations nationales.

Il ne faudra pas se précipiter, estime Mariama Diallo Sy, cheffe d'entreprise et représentante des femmes de la société civile : « La Guinée est un pays malade, malade de ses institutions, de ses hommes, de son environnement. Il faut tout remettre à plat. Il vaut mieux aller lentement, mais sûrement plutôt que de vouloir aller rapidement sans entrer dans le fond des choses. »

## La CEDEAO veut aller vite

De son côté, la CEDEAO veut, au contraire, aller vite : elle exige un délai de six mois pour or-

ganiser des élections. L'organisation ouest-africaine est échaudée après les coups d'État survenus au Mali. Elle a aussi décidé de sanctions contre les responsables de la junte. Le CNRD a répondu assez sèchement, en affirmant : « Notre mission se passe en Guinée, donc pas besoin de voyager », et « nous n'avons rien à geler sur nos comptes ». Alors, est-ce le début d'un bras de fer entre la junte et l'organisation ?

Lorsque les peuples crient à des modifications constitutionnelles non consensuelles, la CEDEAO est absente.

« Les décisions de la CEDEAO, explique Oumar Barry, chercheur en sciences politiques, c'est aussi une question de principe, c'est la condamnation de tous les changements anti-constitutionnels. Je comprends parfaitement cette démarche-là, mais il y a, ces dernières années, une rupture avec les peuples. Lorsque les peuples crient à des modifications constitutionnelles non consensuelles, la CEDEAO est absente. Ce qui fait qu'aujourd'hui, en Guinée, la décision de la CEDEAO est contestée par une partie de l'opinion nationale. Je pense que la junte doit négocier avec la CEDEAO et, bien sûr, aussi avec les acteurs politiques en Guinée, pour définir une durée de la transition afin d'éviter les sanctions de la CEDEAO, ou des sanctions que la CEDEAO pourrait demander à l'Union Européenne ou un autre acteur international, qui peuvent avoir un impact négatif sur le fonctionnement de la transition. »

L'organisation ouest-africaine demande aussi la libération « immédiate et sans conditions » d'Alpha Condé. Sur le sort du président renversé, la junte assure qu'il « demeurera en Guinée ». Certaines sources indiquent que lui-même aurait décliné l'option d'une sortie du territoire proposée par la CEDEAO.

Source : RFI

## Ligue des champions 2021-2022 : AS Maniema et ASEC Mimosas au 2e tour

Le tour préliminaire de la Ligue des champions 2021-2022 s'est achevé ce 19 septembre avec les qualifications notamment de l'AS Maniema Union (RDC) et de l'ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire).

**D**u 15 au 17 octobre, puis du 22 au 24 octobre, le football africain aura le droit à son lot de chocs en Ligue des champions (C1). Stade Malien (Mali) - Horoya AC (Guinée), Amazulu FC (Afrique du Sud) - Tout Puissant Mazembe (RDC) ou ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) - CR Belouizdad (Algérie) seront quelques-unes des affiches du 2e tour de la C1.

Ce dimanche 19 septembre était chargé avec une douzaine de rencontres en tour préliminaire retour. La plus grosse sensation de la soirée est venue d'Algérie où l'ES Sétif a effacé sa défaite du match aller (3-0 en Gambie) pour éliminer le Fortune FC aux tirs au but (5-4).

Source : RFI



## Coupe de la Confédération 2021-2022 : ASAC Concorde et ASFA Yennenga au 2e tour

Le tour préliminaire de la Coupe de la Confédération 2021-2022 s'est achevé ce 19 septembre avec les qualifications notamment de l'ASAC Concorde (Mauritanie), de l'ASFA Yennenga (Burkina Faso) et du Binga FC (Mali) pour le 2e tour.

**L**e deuxième tour de la Coupe de la Confédération 2021-2022, prévu du 15 au 17 octobre (matches aller) et du 22 au 24 octobre (matches retour), promet quelques belles affiches. A commencer par AS FAR Rabat (Maroc) - JS Kabylie (Algérie), US Ben Guerdane (Tunisie) - RS Berkane (Maroc) ou encore Diambars FC (Sénégal) - Enyimba FC (Nigeria). Certaines s'annoncent plus inhabituelles comme celle entre Binga FC (Mali) et ASFA Yennenga (Burkina Faso). En tour préliminaire, le club malien a dominé le club libérien MC Breweries (3-0, puis 2-0), tandis que les Burkinabè de l'ASFA ont écarté l'équipe ivoirienne du FC San Pedro (0-0, 2-1).

### La remontada de l'ASAC Concorde



La plus large victoire de ce dimanche est à mettre au crédit de l'ASAC Concorde (Mauritanie), qui a étrillé l'ASCK du Togo 4-0, après avoir pourtant perdu 3-0 à l'aller. Dans un

mois, le club de Nouakchott jouera contre la JS Saoura (Algérie).

Source : RFI



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez un grand besoin de vacances, cela se ressent dans votre travail ! Vous êtes moins réactif, plus irritable. Vous enchaînez les réprimandes de la part de vos supérieurs, rien ne va plus ! Vous avez de plus en plus de mal à vous ressaisir.

Ne jouez pas avec le feu, financièrement vous manquez encore un peu de stabilité. Attendre que votre situation se soit consolidée est raisonnable, ensuite vous pourrez vous faire plaisir. C'est une journée favorable pour vos finances.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez trouver une nouvelle activité suite à l'appui d'un collaborateur. Votre réseau est précieux et un tournant important se présente dans votre carrière. Il peut nécessiter une formation. De la positivité fait son retour dans cette journée.

Les astres vous rendent dépensier et vous ne pouvez pas empêcher la série de dépenses actuelles. Heureusement le hasard vous donne un coup de pouce pour économiser. Des amis ou des proches peuvent vous offrir des affaires pour éviter des frais inutiles.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos projets sont bien ficelés. Vous saurez les mettre en valeur et en faire une présentation flatteuse. L'inconnu ne vous fait plus peur. Vous vous sentez prêt à relever tous les défis et à les remporter ! À croire que vous avez mangé du lion !

Si vous aviez des problèmes avec votre banque, les choses s'arrangeront. Mercure et Jupiter vous donneront les ficelles pour ne plus connaître le même genre de problème. Vos comptes ne sont pas en danger, mais continuez à vous montrer rigoureux.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Un tournant professionnel mobilise beaucoup de temps et de faire des concessions. Vous amorcez un nouveau poste et l'univers change. Vous devez vivre une sorte de baptême du feu avec des personnes avec des égos importants et vous devez vous imposer parmi eux.

Puisque vous démarrez un nouveau poste, la prudence suit automatiquement. Vous ne dépensez pas ou peu pour les loisirs et privilégiez les paiements de factures ou les achats utiles pour le lieu d'habitation. Un peu de patience pour retrouver la sérénité.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance est tendue, vous êtes contrarié. Vos ambitions sont freinées, vos projets sont retardés. Impatient dans l'âme, vous cherchez une solution pour atteindre vos objectifs. Mars pousse un petit coup de gueule et vous invite à revoir vos priorités.

On a l'impression qu'avec votre argent vous faites des tours de magie ! Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Vous abordez les problèmes au cas par cas, aujourd'hui la chance vous sourit, vous avez la possibilité d'étoffer vos revenus.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez envie d'évoluer dans un service où vous trouveriez une meilleure place et plus de reconnaissance. Du mécontentement vous anime et des recherches vers un nouveau poste démarrent. Il faut compter sur de la patience pour atteindre votre objectif.

Vous faites attention à vos dépenses, car récemment, elles ont été fortes et vous devez freiner ces pulsions d'achats. Il est conseillé de vous limiter aux achats indispensables. La prudence est toujours de mise en cette journée.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent forme, vous recevez une aide inattendue. Vous possédez un excellent sens de l'analyse et trouverez facilement les solutions aux problèmes qui pourront se poser. L'ingéniosité est votre seconde nature !

Sous l'effet du trigone Jupiter/Mercure, vous équilibrerez parfaitement votre budget. Vous maîtrisez vos rentrées et vos dépenses. Vous saurez faire face aux frais inattendus si jamais ils se présentaient. Vous éviterez les dépenses superflues.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour anticiper les problèmes et trouver une solution, rien ne vous arrêtera. Vous réfléchirez plus rapidement qu'à votre habitude, tout vous semblera plus clair. Par ailleurs, votre cote de sympathie est en hausse et vous donne accès à des soutiens inattendus.

Vos finances devraient s'épanouir. Sous une telle configuration astrale, l'argent arrive de manière assez conséquente. Augmentation, retour sur investissement, trop perçu, bref, une bonne nouvelle de ce côté-là, ça ne se refuse pas !



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23